

# DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires  
Mai-Juin 2008

Investissement

## LA RUSSIE

Le décollage économique

## POLITIQUE

Le Président Michel Sleimane  
ou la solution de paix au  
Liban

## DIPLOMATIE

La diplomatie française en Afrique au  
service des intérêts économiques

## INVESTISSEMENT

L'Afghanistan obtient une aide internationale de  
plus de 20 milliards de dollars

## DOSSIER

La Russie

### DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

[www.diplomatinvestment.com](http://www.diplomatinvestment.com)

# DESSAU

Fondée en 1957, Dessau est une des plus importantes sociétés canadiennes d'ingénierie-construction. Elle offre une large gamme de services dans des domaines d'expertise qui reflètent l'excellence et la notoriété du Canada, à savoir : transports, énergie, télécommunications, environnement et développement durable, géotechnique, matériaux et qualité, bâtiments, développement urbain, urbanisme et architecture de paysage, gestion et construction. La firme compte plus de 1600 employés et atteint un chiffre d'affaires dépassant les 150 M\$ CA.

## Un guichet unique de services

Au fil des ans, déterminée à offrir un guichet unique de services professionnels à ses clients, Dessau a développé une expertise de pointe dans de nombreux domaines d'activité liés à l'ingénierie et à la construction. Son savoir-faire sans pareil lui permet de planifier, concevoir, construire et gérer l'ensemble des infrastructures de ses clients privés et publics. Afin de répondre aux nouvelles réalités économiques et aux be-

adaptées à des conditions souvent extrêmes. La société participe à des projets réalisés dans le respect de l'environnement, qui visent le désenclavement de régions éloignées, l'approvisionnement en eau et en électricité et la création de conditions favorables au développement économique. Elle contribue ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des populations concernées. L'expérience de Dessau dans des domaines clés du développement en fait un partenaire de premier plan pour la réalisation de mandats internationaux exigeant génie, souplesse et



Surveillance de la construction d'une autoroute au Maroc



Jean-Pierre Sauriol, Président

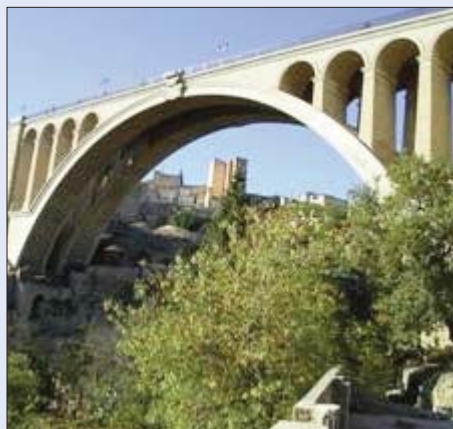
Banque mondiale, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque Inter-Américaine de développement, etc. Dessau possède des bureaux internationaux en Algérie, au Chili, en Chine, au Pérou, en République dominicaine ainsi qu'au Venezuela. Présence marquée en Afrique francophone. L'expérience variée de Dessau

## LE SAVOIR-FAIRE DE L'INGÉNIERIE CANADIENNE

soins spécifiques de ses clients, Dessau a ajouté la réalisation de projets de construction de type clés en main à l'ingénierie traditionnelle. À l'ère du développement durable, elle mise sur l'expertise de ses professionnels pour réaliser des projets toujours plus complexes, toujours plus innovateurs.

## Une présence internationale marquée

Originaire d'un pays aux vastes espaces, où le climat est aussi rigoureux qu'imprévisible, Dessau a développé des solutions



Programme d'inspection de ponts en Algérie

imagination. En effet, active sur la scène internationale depuis le début des années 1970, la société a oeuvré dans plus de 30 pays, un peu partout sur le globe. Offrant une expertise nord-américaine en français, anglais, espagnol et même en chinois, Dessau est fière de ses multiples réalisations. Elle a d'ailleurs reçu plusieurs prix d'excellence pour le professionnalisme de ses interventions et la qualité de ses relations avec ses clients et partenaires. L'expérience de ses professionnels sur le terrain fait de Dessau une entreprise d'experts-conseils reconnue pour son savoir-faire technique, mais aussi pour la qualité des relations humaines tissées au fil du temps et à travers les continents. Proposant des solutions viables et durables, Dessau prend en considération les préoccupations des populations concernées par les projets. Non seulement la firme capitalise sur leur dynamisme pour les impliquer le plus possible, mais elle vise aussi à stimuler le secteur privé local. Soulignons de plus que Dessau est depuis longtemps un partenaire de choix des principales agences et banques de développement international: Agence canadienne de développement international (ACDI),

et sa bonne connaissance de l'Afrique francophone sont garantes de sa capacité à adapter et appliquer des technologies de pointe dans un contexte socio-économique et culturel propre à chacun des pays. C'est d'ailleurs dans cette région que Dessau a fait ses premières percées sur la scène internationale dans les années 70 : route nationale en République démocratique du Congo (ex Zaïre), extension du port de Douala et construction de ponts ferroviaires au Cameroun, programme d'électrification rurale en Côte-d'Ivoire, réhabilitation d'une centrale hydroélectrique en Égypte, pour ne nommer que celles-ci. Plus récemment, Dessau a participé à la réhabilitation de routes au Burkina Faso, a développé un programme de gestion des déchets au Bénin et un autre concernant la gestion de l'eau potable dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Dessau amorce un projet autoroutier important à Alger ainsi que le prolongement d'un lien ferroviaire. Dessau est fière de se compter parmi les importants bâtisseurs canadiens et de contribuer au développement de nombreux pays sur presque tous les continents. ■

**EN BREF**

Saviez-vous que... 2

**ÉDITORIAL**

La Diplomatie au service des affaires 3

**POLITIQUE**

Le Président Michel Sleimane ou la solution de paix au Liban 4

Le Sénat américain retire Nelson Mandela de la liste noire du terrorisme 5

**POLITIQUE 4**

Président Michel Sleimane

**RELATIONS INTERNATIONALES**

Le Royaume-Uni ratifie le traité de Lisbonne 6

Sommet de la FAO sur la crise alimentaire mondiale 6

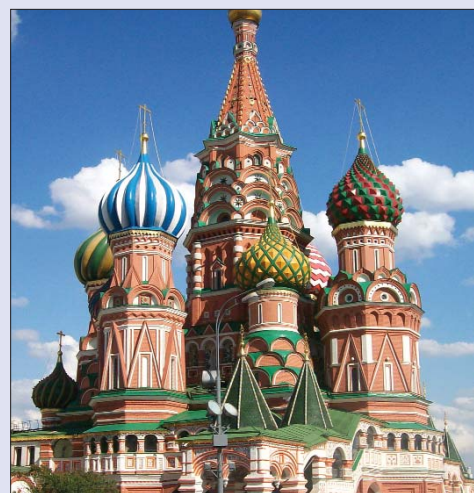
**5 NELSON MADELA**

Le Sénat américain retire son nom sur la liste noire du terrorisme

**DIPLOMATIE DES AFFAIRES**

La diplomatie française en Afrique au service des intérêts économiques 7

La Belgique prône la diplomatie des affaires 7

**INVESTISSEMENT**Accords d'investissement entre la Libye et le Qatar 8  
L'Afghanistan obtient une aide internationale de plus de 20 milliards de dollars 8**COUVERTURE 12****LE DÉCOLLAGE RUSSE****Nouvelles perspectives économiques****FINANCES**

La BM finance les programmes de sortie de crise de la Côte d'Ivoire 9

**COMMERCE ET ÉCONOMIE**

Le commerce extérieur suisse atteint un excédent record 10

**REPORTAGE**

Réunion de Djeddah sur le pétrole: des mesures techniques, aucune hausse de la production 11

**DOSSIER**

LE DÉCOLLAGE RUSSE 12

**DÉVELOPPEMENT**

La Banque mondiale engage 1,2 milliard de dollars pour lutter contre la crise alimentaire 19

**RÉFLEXION**

Mondialisation de la faim: Une menace pour la paix et la démocratie 20

Magazine

Diplomat investissement

[www.diplomatinvestissement.com](http://www.diplomatinvestissement.com)E-mail: [contact@diplomatinvestissement.com](mailto:contact@diplomatinvestissement.com)

# Saviez-vous que...

- Les dépenses en armement pour la seule année 2006 s'élevaient à 1 204 milliards de dollars. Ces dépenses en armement des pays riches donnent des vertiges et montrent jusqu'à quel point, les pays développés sont presque insensibles à la misère de la grande partie du monde dans les pays en voie de développement.

- Le premier ministre japonais, Yasuo Fukuda a dénoncé le 28 mai dernier lors du sommet du Tcad 4, le doublement de l'aide publique au développement en direction de l'Afrique qui passera de 580 millions de dollars entre 2003 et 2007 à 1,16 milliard d'euros d'ici 2012.

- Le Président Afghan Hamid Karzaï a indiqué lors de la conférence de Paris pour la reconstruction de l'Afghanistan que son pays a besoin d'une aide estimée à 50 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont promis un appui financier de 10 milliards de dollars alors que la France entend aider ce pays d'ici 2010 à hauteur de 107 millions de dollars. Cependant, il a été demandé au gouvernement afghan de lutter contre la corruption qui gangrène l'économie de ce pays et encourage les citoyens, à la poursuite de la culture du pavot qui représenterait 90% de l'agriculture de ce pays en proie à la guerre ouverte entre les talibans et la coalition internationale conduite sous la houlette des Etats-Unis.

- Toutes les 30 secondes, il y a un enfant qui meurt de faim. Chaque jour, il y a 25.000 personnes qui perdent la vie parce qu'ils ont faim et plus de 850 millions de personnes qui souffrent de la faim.

- La France à travers la bouche de son Président Nicolas Sarkozy a annoncé au sommet de Rome du 3 au 5 juin dernier qu'il mettra un milliard d'Euros pour développer l'agriculture au sud du Sahara au cours des cinq prochaines années. Ensuite, ce dernier a aussi annoncé que son pays va doubler son aide alimentaire d'urgence de 100 millions de dollars.

- Le Président du Congo Brazzaville Denis Sassou Nguesso qui présidait le comité plénier du sommet de Rome sur les questions de sécurité alimentaire, a indi-

qué que son pays possède de gigantesques gisements de potasse à Pointe Noire qui peuvent servir pour la fabrication d'engrais au service de l'Afrique et du monde. Pour cette raison, il a lancé un appel aux investisseurs pour venir exploiter ces ressources naturelles.

- L'excès de consommation des obèses dans le monde coûte chaque année au monde, 20 milliards de dollars et auquel il faudrait ajouter l'équivalent de 100 milliards de coût indirect à cause des indices de masse corporelle préoccupant en matière de santé publique.

- Dans l'unique superpuissance du monde (USA), les déchets alimentaires annuels atteignent un coût de dépense évalué de l'ordre de 100 milliards de dollars.

- Le Président de la République du Djibouti Monsieur Ismaël Omar Guelleh a proposé récemment pour faire à la famine qui, menace le monde de lancer ce qu'il a appelé un New Deal en matière de droit à la souveraineté alimentaire des peuples et des nations pour se libérer des situations inacceptables au 21<sup>ème</sup> siècle. C'est ainsi qu'il vient de lancer un projet au niveau national qui consiste à planter un million de palmiers dattiers pour faire face à la sécheresse de son pays.

- Les pays de l'OCDE ont subventionné leur agriculture pour soutenir les agriculteurs en 2006 à hauteur de 372 milliards de dollars et ainsi, nous avons assisté à la distorsion des marchés mondiaux entre agriculture des pays riches et pauvres. C'est d'ailleurs l'une des raisons du grand malaise de l'agriculture des pays moins nantis qui, sont incapables de peser sur la même balance du marché concurrentiel avec les produits agricoles des pays riches.

- Les politiques tarifaires protectrices estimées entre 11 à 12 milliards de dollars par les pays développés et certains pays émergents, ont eu pour effet de détourner jusqu'à 100 milliards de tonnes de céréales de la consommation humaine pour servir à produire du biocarburant pour étancher la soif des véhicules. ■

*Diplomat Investissement* s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Télé Udimba**  
Directeur général: **Dr Hilaire Woma**  
Directeur général adjoint: **Gilles Carol**  
Directeur de publication: **Patrick M'Bassengué**  
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

#### ADMINISTRATION

Catherine Bosso  
Aïsha Barry  
Coordonnatrice générale: **Anta Sakho**

#### DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Telé Wembolua**  
Relations avec les secteurs privé et public: **Antoine Lukaso**  
Relations avec les institutions: **Barry Karamoko**  
Chargé de mission: **Ignace Lumumba**  
Directeur de projets: **Pier Blais**  
Directrice des communications: **Bérénice Kossowski**

#### DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**  
Promotion du commerce et des investissements: **Béate Nkunda**

#### MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Kawia Nacro**  
Publicité, abonnement et vente: **Leyla Lardja**

#### RÉDACTION

Coordonnatrice à la rédaction: **Annie Côté**  
Chef rubrique: **Ousmane Sow**  
Chef réviseur: **Dr Woma Kasongo**  
Journalistes: **Ousmane Sow, Ferdinand Mayega, Nathalie Aubut.**  
Reportage: **André Lachance**

#### PRODUCTION

Directeur de production: **Salah Amrane**  
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**  
Impression: **Des livres et des copies inc.**

#### COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Info plus international  
Promo Invest International

#### DISTRIBUTION

CIDEC  
Distribution ciblée: WABC

#### PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe diplomat Investissement  
Ont également collaboré à ce numéro:  
Mme Élodie Rukiza  
Moïse Mougnan  
Pascal Lemba

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration.

Droits d'auteur et droit de reproduction.  
Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN: 1205-9757

Magazine *Diplomat Investissement*  
6830, av. du Parc, suite 565 Montréal, Québec H3N1W7 Canada  
Téléphone: (514) 271-0071 - Télécopieur: (514) 273-0120  
Courriel: [contact@diplomatinvestissement.com](mailto:contact@diplomatinvestissement.com)  
Site Web: [www.diplomatinvestissement.com](http://www.diplomatinvestissement.com)

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

# La Diplomatie au service des affaires

Ferdinand Mayega

La diplomatie, dit-on souvent, est l'art de négociation. En effet, le 21<sup>ème</sup> siècle, est de plus en plus marqué par des conflits qui ensanglantent le village planétaire et pèsent pour beaucoup dans l'instabilité du monde et la paix durable entre les peuples et les nations. Cependant, nous assistons de plus en plus avec la percée du capitalisme triomphant, instauré avec la mondialisation et dicté par le géant américain et un poids lourd comme la Chine...sans oublier de grandes multinationales, véritables États financiers et puissants, plus riches que de nombreux pays pauvres réunis dont la pesée influence la marche des affaires du monde et la diplomatie de l'humanisme, à l'avènement d'une nouvelle forme de diplomatie moins ouverte, mais plus subtile, qu'on pourrait appeler la diplomatie de l'autruche et du profit, la diplomatie capitaliste ou du pouvoir de l'argent voire tout simplement la diplomatie des affaires et des réseaux.

Dès lors, nous assistons avec la montée vertigineuse du pouvoir de l'argent, des lobbies financiers et industriels avec leurs tentacules dans les cercles de décision des États, à une nouvelle conception des relations diplomatiques fondée non plus uniquement et prioritairement sur les relations d'État à État, mais davantage sur les relations des affaires sous le couvert de l'accréditation d'un ambassadeur. Ces relations vont au-delà de la simple présence d'un chef de mission diplomatique, représentant de son pays auprès de l'État pour lequel il est accrédité. La diplomatie des affaires est désormais le bras séculier à travers lequel, une nation parvient à véhiculer son savoir faire technologique, et culturel et à faire gagner de gros marchés à ses entreprises à l'étranger. Il est plus facile aujourd'hui de voir un chef d'État ou de gouvernement d'un pays riche négocié personnellement l'achat par un pays tiers, des avions de transport fabriqués par un constructeur aéronautique de son pays.

En outre, cette diplomatie souterraine mais plus efficace, semble t-il aujourd'hui, influence généralement les rapports de force, les positions des chefs d'États à la recherche des débouchés commerciaux pour leurs entreprises auprès des pays voyous, qui portent violemment atteintes aux droits de la personne. Face à cette situation bien ambiguë, il n'est pas du tout aisé et facile de prétendre donner des leçons de démocratie et penser gagner un marché juteux pour son entreprise nationale de plusieurs millions voire milliards de dollars quand bien même sa compagnie nationale est leader mondial dans son domaine et offre ses services à des prix dépassant toute concurrence. Pour preuve, rappelez vous les conséquences néfastes pour les contrats d'entreprises françaises en Libye de plusieurs milliards de dollars suite aux protestations de la visite en France du Président Kadhafi, jugé de violation des droits de la personne dans son pays et de refus d'instaurer la démocratie. Le Président Sarkozy a été tout au long de cette visite officielle, bien ambararrassé entre le souci de pouvoir signer des contrats juteux pour les compagnies françaises et parler des droits de la personne à son homologue libyen. La sortie médiatique de Mme Rama Yade, la secrétaire d'État aux droits de l'homme et ses déclarations bien que normales ont permis de mettre en veilleuse voire de suspendre tous les accords commerciaux qui devaient être signés pendant cette visite.

La diplomatie des affaires a ses lois et ses règles qui échappent souvent aux analystes et autres experts des questions de relations internationales. Parce que sa lisibilité en prend un sérieux coup. De nos jours, la diplomatie des affaires est devenue incontournable dans la diplomatie classique pour plus de visibilité, l'accroissement des investissements et des échanges commerciaux entre États partenaires, et donc la croissance économique avec la lutte contre le chômage. Il n'en demeure pas moins vrai que cette nouvelle forme de coopération bilatérale doit être soutenue par l'éthique et prendre en compte le respect des droits de la personne pour un développement durable et humain intégral. ■

LIBAN

## LE PRÉSIDENT MICHEL SLEIMANE OU LA SOLUTION DE PAIX AU LIBAN

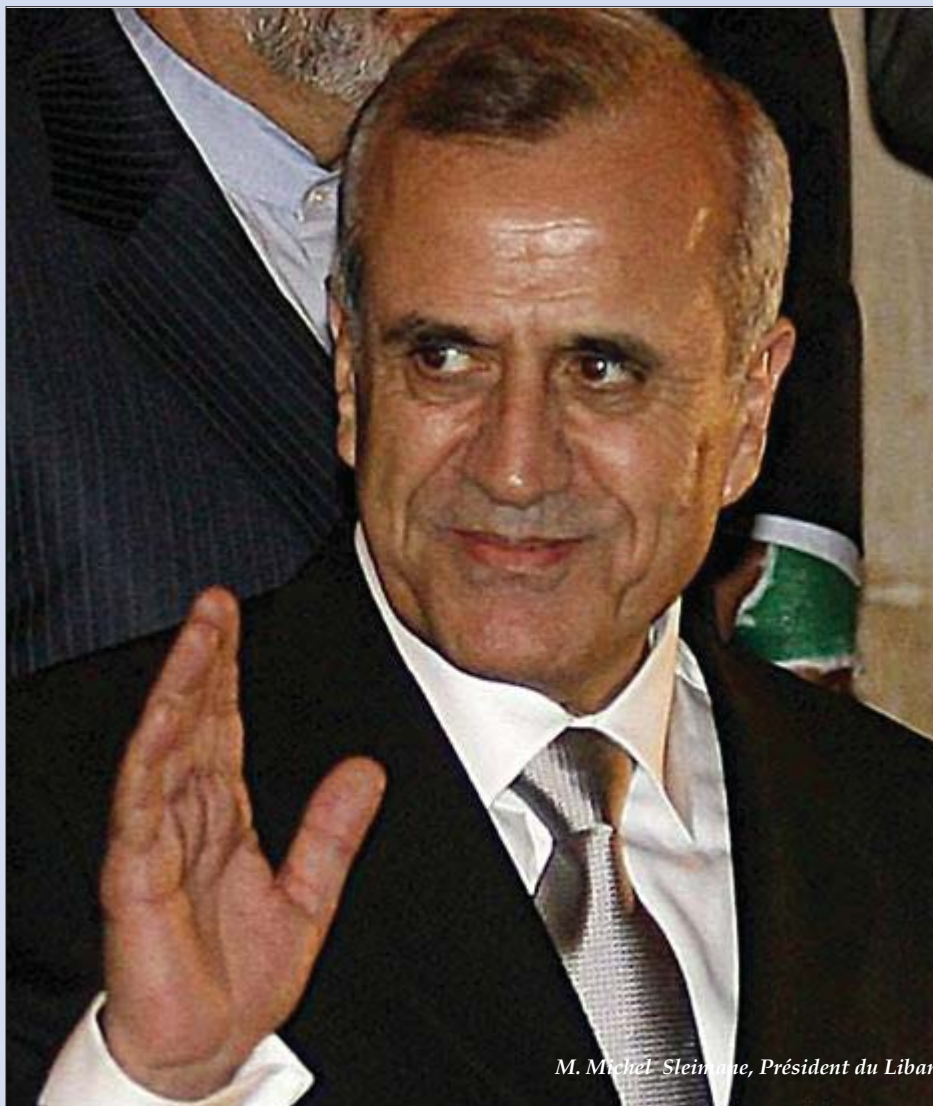
L'ancien commandant en chef des forces armées libanaises et personnalité hautement respectée dans son pays, a pris récemment ses fonctions au poste de Chef d'État du Liban après plusieurs mois de vacance politique.

Ferdinand Mayega

Les libanais du terroir comme de la diaspora, les principaux acteurs politiques du pays tout comme la communauté internationale ont salué ce qu'il y a lieu de qualifier d'évènement mémorable. En effet, la république du Liban a traversé une crise politique profonde marquée par des affrontements entre les partisans de la majorité et l'opposition libanaise intervenue, il y'a plus de 18 mois. Heureusement, à la faveur des efforts de médiation de la Ligue arabe entre les responsables du mouvement chiite libanais Hezbollah dirigé par M.Hassan Nasrallah et ceux de la majorité au Parlement du pays, des accords ont été arrachés à Doha au Qatar, le 18 mai dernier mettant ainsi fin, à l'une des crises politiques des plus longues de l'histoire dans un pays du monde.

Soucieux de l'unité nationale du peuple libanais, la paix et la stabilité des institutions politiques dans l'optique de construire durablement ce pays, détruit par des années de guerre notamment avec son grand ennemi et voisin Israël, le nouveau chef de l'État lors de son investiture avait exhorté de bâtir l'unité.

«Unissons-nous et travaillons en vue d'une solide réconciliation. Nous avons payé cher notre unité nationale. Préservons-là, la main dans la main», avait alors déclaré M. Michel Sleimane lors de son investiture. Ce dernier à sa prise de fonction avait salué de manière voilée, le rôle de la «résistance». Cette résistance qu'incarne «le parti de Dieu» ou Hezbollah, ennemi juré d'Israël pour protéger l'intégrité territoriale du Liban. Cependant, le Président libanais avait tout de même averti ce mouvement de la résistance de ne pas «tirer profit de ses succès pour les utiliser dans des conflits internes». En d'autres termes, M.Michel Sleimane a invité le Hezbollah



M. Michel Sleimane, Président du Liban

à ne pas recourir aux armes de la résistance pour réaliser ses gains politiques. Réagissant à cet appel du Président Sleimane, le dirigeant du mouvement chiite, M. Hassan Nasrallah répondait alors par ces termes : «Les armes de la résistance servent à combattre l'ennemi

(Israël, ndr), libérer les terres et les personnes, et défendre le Liban et rien d'autre» Et lui d'ajouter pour marquer son opposition à tout parti politique qui servirait les intérêts et les profits étrangers en utilisant les armes de l'État, M. Nasrallah a déclaré en substance : «Mais, d'un autre

côté, il ne faut pas utiliser les armes de l'État pour régler des comptes avec un groupe politique opposant ou pour le profit des parties étrangères. »

Le No1 libanais au cours de son investiture a aussi souhaité « l'établissement des relations diplomatiques avec la Syrie et la mise en place d'une stratégie de défense contre les violations par Israël du territoire libanais ».

Il faut rappeler que l'élection du Président Sleimane avait été approuvée par 118 des 127 députés du Parlement libanais, devant un parterre de personnalités arabes et internationales, et que les accords de Doha du 18 mai dernier prévoyait un partage de postes ministériels au gouvernement. C'est ainsi que l'opposition, a eu droit de 11 ministres sur les 30 du nouveau gouvernement libanais. ■



## Le Sénat américain retire Nelson Mandela de la liste noire du terrorisme

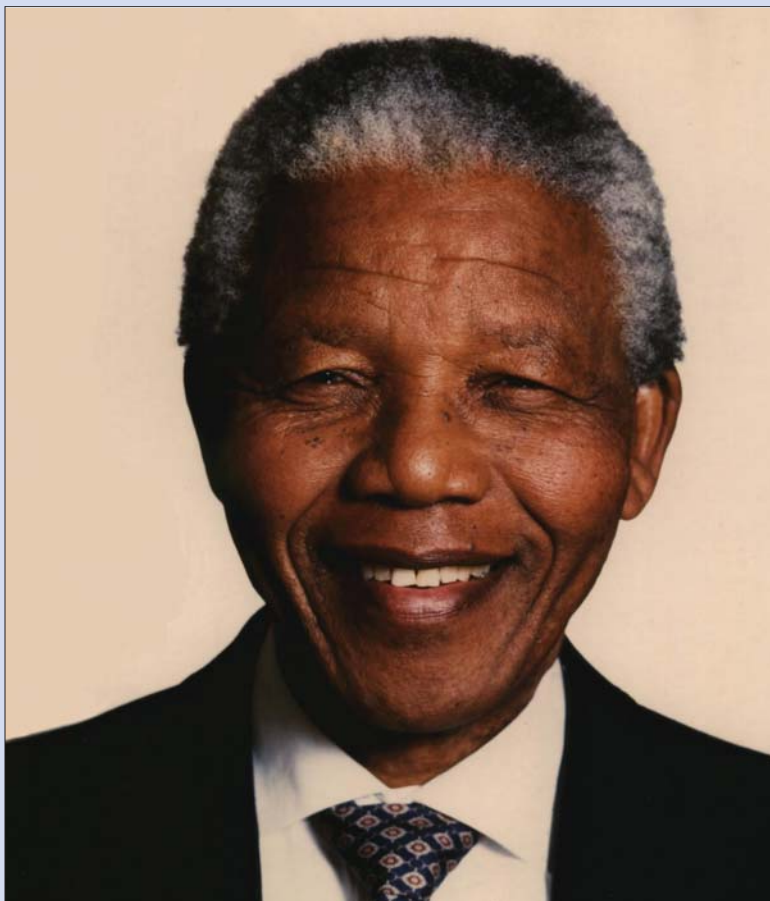
**L**e Sénat américain a adopté une loi visant à retirer l'ancien président sud-africain Nelson Mandela et son parti, le Congrès national africain (ANC) au pouvoir, de la liste noire américaine du terrorisme, ont annoncé des parlementaires.

Aujourd'hui, les Etats-Unis ont enfin franchi une nouvelle étape pour effacer cette grande honte qui déshonore ce grand leader", a déclaré le sénateur John Kerry. La loi va être transmise à la Maison Blanche et devrait être signée par le président George W. Bush pour les 90 ans de Nelson Mandela, héros de la lutte anti-apartheid et prix Nobel de la Paix.

"Nelson Mandela n'a pas sa place sur une liste de surveillance des suspects de terrorisme, point", a affirmé le sénateur Sheldon Whitehouse. "Le vote du Sénat va permettre de régler un problème qui fut source d'injustice pour les dirigeants sud-africains et d'embarras pour les Etats-Unis".

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, avait appelé en avril une commission du Sénat à lever les restrictions imposées à l'ANC, estimant "plutôt embarrassant" d'avoir à "intervenir personnellement pour autoriser l'entrée sur le territoire de (son) homologue sud-africain, sans parler du grand dirigeant Nelson Mandela".

La Chambre des représentants américaine avait adopté en une loi similaire à celle du Sénat. Depuis la législation introduite dans les années 80, sous Ronald Reagan, les membres de l'ANC pouvaient se rendre au siège des Nations unies à New York, mais pas à Washington ou dans le reste des Etats-Unis. ■



### UNION EUROPÉENNE

# Le Royaume-Uni ratifie le traité de Lisbonne

Dr Hilaire Woma

Arrivé bon dernier dans la capitale portugaise, le premier ministre britannique a finalement paraphé ce texte très controversé au Royaume-Uni. Un traité pour l'Europe. Deux ans après les «non» Français et Néerlandais au traité constitutionnel européen (TCE), les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays de l'UE ont signé à Lisbonne un nouveau texte destiné à le remplacer. Une fois le document, désormais officiellement baptisé «traité de Lisbonne», paraphé à l'aide d'un stylo d'argent personnalisé offert à chacun par la présidence portugaise de l'UE, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont rendus en tramway jusqu'au musée des Carrosses pour un déjeuner en commun.

Le premier ministre britannique Gordon Brown a signé le traité auprès de ses pairs. Son absence à la cérémonie avait été expliquée par son obligation de répondre aux questions d'une commission parlementaire. Mais cette incompatibilité dans l'emploi du temps n'a guère convaincu et Gordon Brown a été accusé par une partie de la presse de céder à la pression des eurosceptiques. Le traité de Lisbonne est très controversé en Grande-Bretagne, où ses critiques le considèrent comme la réplique du projet de Constitution européenne, rejeté en 2005 par les Français et les Néerlandais. Interrogé sur l'absence du premier ministre britannique à la cérémonie, Nicolas Sarkozy a commenté : «chacun d'entre nous gère ses problèmes. Moi, je pense qu'on a besoin de la Grande-Bretagne en Europe», avant de lancer, en anglais, à des journalistes britanniques : «We need Gordon»!



#### Le traité adopté en France dès le 4 février

Le «traité de Lisbonne» avait déjà été approuvé par les Vingt-sept lors d'un sommet informel les 18 et 19 octobre dernier dans la capitale portugaise. Cette version simplifiée de la Constitution en a gardé les réformes institutionnelles : extension du vote à la majorité qualifiée et instauration à terme d'un nouveau système de vote à double majorité (55% des Etats membres et 65% de la population).

Le texte renforce les prérogatives du haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, poste actuellement occupé par l'Espagnol Javier Solana. Un président sera également désigné par les chefs d'Etat et de gouvernement pour un maximum de cinq ans afin de présider les conseils européens, «faciliter la cohésion et le consensus» et

*Gordon Brown, en train de signer le texte.*

représenter l'UE à l'étranger. Ce nouveau poste mettra fin au système de présidence tournante tous les six mois. Enfin, le nombre de commissaires sera réduit de 27 à 17.

Le texte devra être adopté par chacun des 27 pays de l'Union. Suivant la volonté de Nicolas Sarkozy, la France devrait être la première à le faire. Selon le député UMP Pierre Lequiller, responsable des questions européennes à l'Assemblée, le parlement sera réuni en congrès à Versailles pour le ratifier.

La voie parlementaire a été préférée à un référendum jugé risqué, deux ans après la victoire du «non» au TCE en 2005. La plupart des pays - sauf l'Irlande, tenue d'organiser un référendum - ont d'ailleurs choisi de faire de même. ■

## Sommet de la FAO sur la crise alimentaire mondiale

Les pays membres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), réunis pour un sommet prévu initialement sur le changement climatique, débattent des risques de la crise alimentaire actuelle qui menace 100 millions de personnes venant s'ajouter aux 850 millions de personnes souffrant de malnutrition dans le monde. Ils ne trouvent pas d'accord sur la question des subventions

agricoles dans les pays industrialisés, ni sur celle des prix des produits agricoles. La déclaration finale, qui réitère les engagements des OMD (Objectifs de développement du Millénaire) de réduire de moitié le nombre de personnes qui ont faim d'ici à 2015, est jugée "décevante" par de nombreux participants. Des promesses de dons d'un montant de 6,5 milliards de dollars pour lutter contre la faim sont recueillies. ■

DIPLOMATIE

# La diplomatie française en Afrique au service des intérêts économiques

Philippe Bernard\*

Finis les états d'âme sur le manque de démocratie ou la corruption en Afrique : la France doit "défendre ses parts de marché" menacées par les pays émergents comme la Chine ou l'Inde. Le discours-programme tenu par Alain Joyandet, nouveau secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie, à Paris, marque un tournant vers la défense des intérêts économiques de la France. Paris "va changer de cap" et "se repositionner sur le continent africain" pendant que sa politique de coopération va "changer de voile", a promis M. Joyandet. Sur un continent "où la croissance redémarre", l'aide au développement économique, "meilleur vecteur de la démocratie", va être privilégiée.

Il y a six mois, son prédécesseur, l'ex-socialiste Jean-Marie Bockel, avait fait sensation en déclarant vouloir "signer l'acte de décès de la Françafrique", dénonçant la dilapidation de l'aide de la France par certains potentats africains. Les vigoureuses protestations des intéressés, notamment le président gabonais Omar Bongo, avaient abouti, en mars, au remplacement de M. Bockel par M. Joyandet, par ailleurs peu apprécié du ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner.

En trois mois, le nouveau secrétaire d'Etat a visité une vingtaine de pays, principalement africains. Son tout premier voyage, en avril, avait été réservé au chef de l'Etat gabonais, afin de "mettre fin à une ambiance pas très bonne", s'est justifié, M. Joyandet. A présent, il s'agit de "mettre fin



Alain Joyandet, secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie

à une certaine période de naïveté" et, "loin du discours compassionnel", d'accompagner l'Afrique qui marche, l'Afrique qui entreprend".

Parmi les "chantiers" annoncés, celui visant à "conforter l'audiovisuel extérieur" invite ainsi RFI, TV5 et France 24 à mieux couvrir "les bonnes nouvelles en provenance du continent". Mais l'essentiel, pour le nouveau secrétaire d'Etat, est désormais d'encourager l'initiative des acteurs économiques tant africains que français". Alors que les traditionnelles positions françaises sont affaiblies par le recul drastique et déjà ancien des budgets de coopération, ainsi que par les appétits asiatiques, M. Joyandet affirme que la France doit "réaffirmer ses ambitions". "Sinon, le

nouveau frémissement sera happé par nos concurrents", prévient-il. Dans ce but, 1 milliard d'euros supplémentaires va être "engagé" chaque année par l'Agence française de développement (AFD), soit une augmentation de 25 %. Cette annonce, déjà partiellement faite par Nicolas Sarkozy au Cap (Afrique du Sud), concerne pour la moitié la distribution de prêts bonifiés à des "jeunes Africains qui veulent entreprendre chez eux". Le montant de ces prêts entrera dans le calcul de l'aide publique au développement sans ponctionner le budget de l'Etat. La mesure doit s'accompagner d'une réforme de l'AFD dont l'autonomie à l'égard des choix de l'Etat est critiquée. Alain Joyandet souhaite aussi "relancer l'agriculture" et "valoriser le rôle des femmes dans l'économie".

Il a annoncé la "multiplication par trois" du nombre de volontaires français "sur le terrain" et une augmentation de la part de l'aide publique au développement transitant par les organisations non gouvernementales (ONG). La prestation du secrétaire d'Etat n'a pas convaincu l'ONG Oxfam France-Agir ici, qui reproche à Alain Joyandet de "n'envisager l'aide au développement qu'au service des intérêts de la France". Il n'a pas prononcé le mot "pauvreté", poursuit Oxfam, et "refuse le moindre effort budgétaire", contrairement aux objectifs de l'ONU.

Alors que la France a réduit de 15 % son budget d'aide au développement en 2007, le secrétaire d'Etat a reconnu que le pays avait "du mal" à tenir ses engagements, mais en avait "la volonté" ■

Source: (\*) Tirer du journal le monde

## La Belgique prône la diplomatie des affaires

Le ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht, a invité ses ambassadeurs à jouer un rôle accru en matière de "diplomatie économique", tout en tirant la sonnette d'alarme sur la capacité de la Belgique à attirer de nouveaux investisseurs étrangers.

"L'urgence est de mise, nos intérêts économiques sont en jeu", a-t-il lancé en ouvrant une session sur la diplomatie économique lors des "journées de contact diplomatiques", qui rassemblent plus d'une centaine d'ambassadeurs et de diplomates de haut

rang, rappelés pour l'occasion à Bruxelles. "Nous devons les défendre en unissant nos forces à l'étranger, mais aussi en Belgique si nous voulons assurer notre prospérité à tout un chacun", a ajouté M. De Gucht, en appelant tous les acteurs publics et privés - dont les fédérations professionnelles et les chambres de commerce - à agir dans la même direction face à la concurrence mondiale dans une économie globalisée. "Nos intérêts économiques doivent à nouveau être placés au centre de notre politique étrangère", a dit le ministre à ses diplomates. ■

# Accords d'investissement entre la Libye et le Qatar

Ignace Lomomba

La Libye et le Qatar ont signé cinq accords commerciaux évalués à 8 milliards de dollars US d'investissement. La signature a eu lieu dans la ville de Syrte (centre de Libye), en présence du guide Mouammar Kadhafi et de l'émir de l'Etat du Qatar, Cheikh Hamed Ben Khalifa Al Thani.

Le premier accord concerne la création d'un fonds d'investissement commun entre les deux parties d'un capital d'environ 2 milliards de dollars.

La société libyenne de holding "Al-Ittihad" et la société qatari de développement ont signé le procès-verbal de la réunion de l'assemblée constituante de la société à participation libyo-qatari "Al-Ittihad" pour l'investissement et le développement foncier qui comprend l'exécution du projet de "Bab Al-Madina" à Tripoli.

Ce projet englobe la construction d'un parking de voitures d'une superficie de 200.000 m2 d'une capacité de 6.500 voitures, la construction de 700 logements, d'un centre commercial, de bâtiments administratifs pour un investissement de 2 milliards de dinars libyens (1,200 dinars libyens = 1 dollar US). Par ailleurs, la société libyenne Oya de promotion et de l'investissement touris-

tique et la société qatari Diyar ont signé le procès-verbal de l'assemblée constituante de la société à participation libyo-qatari d'investissement foncier et touristique.

Ce document stipule l'exécution de deux hôtels de catégorie 5 étoiles, des centres de loisirs et de sports au projet touristique Sidi Abdeljalil de la zone de Jeffara (banlieue sud-ouest de Tripoli) d'une valeur de 300 millions de dollars.

Un accord de création d'une cité appelée "cité d'Alger" a été signé entre la société libyenne de promotion de l'investissement et la société qatari Baroua d'une valeur de 2 milliards de dollars dans la zone de Jeffara, composée d'hôtels, de logements, de centres commerciaux, de bâtiments administratifs, de centres de services, d'hôpitaux, d'une bibliothèque centrale et d'un parc de détente.

Un mémorandum d'entente a été signé aussi en vue de l'exécution d'investissements communs dans le domaine de la production de l'énergie électrique et du dessalement de l'eau entre la société libyenne de promotion des investissements industriels et la société d'électricité du



Cheikh Hamed Ben Khalifa Al Thani, l'émir de l'Etat du Qatar en droite,

Qatar. Des sources du comité populaire général libyen ont indiqué que la Banque libyenne de l'étranger et l'Office qatari de l'investissement ont convenu dans le cadre de la consolidation des relations de coopération entre Tripoli et Doha de toutes les dispositions exécutoires relatives à la création d'une banque libyo-qatari ayant Tripoli pour siège social, avec un capital de 600 millions de dinars libyens.

L'émir de l'Etat du Qatar, Cheikh Hamed Ben Khalifa Al Thani, a quitté Syrte à l'issue d'une brève visite au cours de laquelle il s'est réuni avec le guide Mouammar Kadhafi sur les questions internationales d'intérêt commun et sur la promotion des relations bilatérales entre les deux pays. ■

## L'Afghanistan obtient une aide internationale de plus de 20 milliards de dollars

A l'issue d'une conférence de soutien réunissant plus de 80 pays et institutions, la communauté internationale promet une "aide accrue et plus transparente" à l'Afghanistan. Le président afghan, Hamid Karzaï, quant à lui, s'engage à poursuivre les réformes dans les domaines politique et économique et à lutter contre la corruption. Les Etats-Unis promettent l'aide la plus importante avec 10,2 milliards de dollars en deux ans.

Le gouvernement de la République islamique d'Afghanistan et la communauté internationale se sont réunis à Paris pour réaffirmer leur partenariat de long terme au service du peuple d'Afghanistan, de sa sécurité, de sa prospérité et des droits de



Hamid Karzaï, Président

l'Homme. Cette conférence marque un nouvel engagement à travailler plus étroitement, sous la conduite des autorités afghanes, à la mise en oeuvre de la Stratégie

nationale de développement de l'Afghanistan (ANDS). Le Gouvernement réaffirme que le Pacte pour l'Afghanistan demeure le socle commun de notre action. L'Afghanistan à accorder la priorité au renforcement des institutions et à la croissance économique, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. Tout en mettant l'accent sur ces secteurs, l'Afghanistan accélérera aussi les progrès dans des domaines où des avancées importantes ont déjà été accomplies. Le gouvernement afghan s'est engagé à poursuivre les réformes dans les domaines politique et économique. La communauté internationale a accepté de mettre à disposition des ressources accrues et de les utiliser de manière plus efficace. Aujourd'hui, l'Afghanistan a conclu que les aides internationales seront essentielles pour la sécurité et la prospérité du peuple afghan. ■

BANQUE MONDIALE

# La BM finance les programmes de sortie de crise de la Côte d'Ivoire

Antoine Lukaso

La Banque mondiale (BM) a débloqué environ 54 milliards FCFA (127 millions de dollars) pour financer les programmes de sortie de crise et la reconstruction post-crise en Côte d'Ivoire, selon un communiqué de la BM.

Le financement concerne trois projets d'urgence: la construction et la réhabilitation des infrastructures urbaines, l'appui au programme national de lutte contre le VIH/sida et la bonne gouvernance.

Cette opération annonce un "plus grand réengagement" de la BM dans le pays et intervient après l'octroi en avril, de 308 millions de dollars dans le cadre de la relance économique et la gouvernance, indique le communiqué publié par le Gouvernement.

Près de 37,6 milliards de FCFA (94 millions de dollars) sont destinés à des travaux d'approvisionnement en eau, d'assainissement urbain, la gestion des déchets solides et la réhabilitation des routes à Abidjan, Bouaké (centre) et dans dix autres communes du pays.

Le projet d'urgence multisectoriel de lutte contre le VIH/sida d'un coût de huit milliards de FCFA (20 millions de dollars) vise à l'amélioration de l'accès aux services de traitement et de prise en charge des personnes infectées et touchées par le VIH/sida y compris les orphelins et les enfants vulnérables. La BM financera



Le Premier ministre ivoirien Guillaume Soro a reçu à son bureau une délégation du Fonds monétaire international et la Banque mondiale avec laquelle il a travaillé sur le programme post crise en Côte d'Ivoire.

pour environ 8,4 milliards de FCFA (21 millions de dollars) le programme d'assistance de bonne gouvernance et vise à assister le gouvernement ivoirien dans la mise en oeuvre de réformes dans trois secteurs clés notamment la gestion des systèmes des finances publiques et de passation des marchés, la filière café-cacao et du pétrole, des secteurs vitaux

dans le cadre du processus d'allègement de la dette.

Une mission technique de la l'institution bancaire internationale séjournera prochainement dans la capitale économique ivoirienne en vue d'apporter des solutions aux programmes dont la mise en oeuvre rencontre des difficultés. ■

## Afrique: La BAD s'engage à soutenir les investissements pour le développement de l'Afrique

La Banque africaine de développement (BAD), s'engage concrètement à débloquer des fonds pour des projets de construction d'infrastructures en Afrique, afin de bâtir son avenir, a annoncé à Libreville, M. Mah Moud Michael, directeur de la BAD.

Les travaux de la 8ème réunion du comité de surveillance du NEPAD permettront aux exportateurs, aux investisseurs, aux entrepreneurs et aux gestionnaires d'avoir accès à toute une gamme d'options de financement, à des ressources financières et à des opportunités d'affaires en Afrique. Celles-ci allant des grands projets d'infrastructures et de res-

sources naturelles aux petites entreprises. En outre, les participants seront édifiés sur le nouveau Fonds d'investissement du Canada, de la Norvège et de la Grande Bretagne pour l'Afrique. « Nous souhaitons que la BAD accorde à ces requêtes toute l'attention qu'elles méritent afin d'encourager et de soutenir les efforts des pays membres pour la réalisation des projets intégrateurs régionaux », a déclaré Louis Sylvain Goma secrétaire de la CEEAC.

On rappelle que la BAD va effectuer une mission pour la préparation des termes de référence de l'étude du pont routier-rail entre Kinshasa et Brazzaville, avec le prolongement du chemin de fer Kinshasa-Ilebo. ■

SUISSE

# Le commerce extérieur suisse atteint un excédent record

Antoine Lukaso

Le commerce extérieur suisse a quelque peu marqué le pas en mai, en raison du ralentissement des importations. Celles-ci se sont chiffrées à 15,6 milliards de francs et les exportations à 17,4 milliards. L'excédent de la balance commerciale s'est néanmoins envolé de 80% à 1,9 milliard. Le commerce extérieur a aussi lâché du lest sous l'effet d'un jour ouvrable de moins en 2008, indique l'Administration fédérale des douanes (AFD). Après correction de cette différence, les exportations ont progressé de 8,8% en termes nominaux et de 1,2% en termes réels. Pour les importations, ces taux se sont inscrits à respectivement 3,5% et 4%.

Fortes du soutien de l'industrie horlogère, dont les exportations ont bondi de 14,6% en regard du mois de mai 2007, les exportations ont maintenu le rythme de croissance observé



Ministre suisse de l'Economie Doris Leuthard

au cours des mois précédents, alors que le tassement des importations s'est confirmé. L'AFD relève une évolution des prix "exagérée" dans les deux directions du trafic, en raison d'un changement d'assortiment dans le secteur pharmaceutique.

Reste que le commerce extérieur de la Suisse a continué de faire preuve de dynamisme après cinq mois. Les exportations ont augmenté de 7,5% à 86,35 milliards de francs en termes nominaux et les importations de 5% à 79,04 milliards.

En termes réels, les livraisons à l'étranger n'ont crû que de 0,8%, alors que les entrées ont grimpé de 3,4%. La balance commerciale de janvier à mai boucle néanmoins sur un solde "colossal" de 7,3 milliards de francs, la moitié de plus qu'à la même période de 2007. ■

## Commerce mondial

### La France classée 19ème par le World economic forum

Hong Kong et Singapour dominent le palmarès 2008 de l'organisation internationale, devant les pays nordiques. La France se place dans les vingt premiers. Chaque année le World economic forum donne une photographie des évolutions du commerce mondial. Pour ce faire, l'organisation basée à Genève étudie les 118 principales économies de la planète et classe les pays selon leur aptitude à commercer en fonction quatre grands critères: l'accessibilité, les barrières douanières (tarifs et qualité de l'administration), la qualité des infrastructures de transport et de communication et l'environnement économique.

Il s'agit bien d'un classement qualitatif, ce qui explique pourquoi un pays comme l'Allemagne, pourtant premier exportateur mondial devant la Chine, n'occupe que la huitième place. Ainsi, dans le top 10 de 2008, deux pays asiatiques, Hong Kong et Singapour, devançant la Suède, la Norvège, le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Suisse et le Nouvelle-Zélande. La France occupe la 19ème



place, derrière les Etats-Unis (14ème). Selon les critères du World economic forum le point fort de la France réside dans la qualité de ses infrastructures de transport (2ème rang mondial) qu'elles soient terrestres (routes, chemins de fer et ports) ou aériennes (aéroports).

L'Hexagone se montre également ouvert au commerce international (10ème) avec une part importante des importations autorisées en franchise de droits et

une bonne ouverture aux règles du commerce multilatéral... même si "les obstacles non tarifaires sont encore non-négligeables" (la France occupe le 66ème rang pour cet item). En termes de barrières douanières, la France se classe dans les 20 premiers; son système apparaissant comme un peu moins efficaces (mais aussi plus transparents), plus lent et plus cher à l'importation que celui de plusieurs de ses voisins européens.

Mais la France doit encore progresser sur plusieurs points. Principal défaut pointé l'environnement réglementaire (taxes et impôts notamment), qualifié "d'obstacle à la circulation transfrontalière des marchandises".

Par ailleurs, dans les services de transport aérien \_ même si des accords "ciel ouvert" sont négociés \_ la France n'est pas considérée comme un pays "ouvert" (66ème). Enfin, sont également pointées du doigt : des restrictions sur les investissements étrangers directs (47ème) et des difficultés dans le recrutement de main-d'oeuvre étrangère (76ème). ■

OPEP

## Réunion de Djeddah sur le pétrole: des mesures techniques, aucune hausse de la production



Le roi Abdallah d'Arabie saoudite

Osmame Sow

La rencontre à Djeddah en Arabie saoudite des principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole a recommandé des mesures techniques pour tenter de stabiliser le marché pétrolier, mais n'a annoncé aucune nouvelle hausse de la production. La Déclaration, rendue publique à l'issue de cette "Réunion de Djeddah sur l'Energie", recommande simplement une meilleure transparence et une plus grande régulation des marchés financiers, ainsi qu'un accroissement des capacités de production et de raffinage afin d'aboutir à un "fonctionnement efficace du marché pétrolier". Inquiet de l'impact du pétrole cher sur l'économie mondiale et, à terme, sur la demande pétrolière, le gouvernement saoudien avait invité les pays consommateurs et producteurs à venir à Djeddah pour y "discuter de l'envolée des prix, ses causes et les moyens d'y faire face". Ryad entendait prouver aux pays consommateurs que le royaume, et plus généralement

l'Opep (Organisation des Pays exportateurs de Pétrole), ne sont pas responsables du doublement des prix du pétrole en un an. Mais les divergences sur les raisons de cette explosion des prix, qui ont frôlé il y a quelques jours les 140 dollars le baril, sont apparues au grand jour.

Les pays producteurs estiment que l'offre est suffisante pour répondre à la demande et que la flambée actuelle des prix résulte de la spéculation, de la faiblesse du dollar et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions, alors que les pays consommateurs, au premier rang desquels les Etats-Unis, considèrent que le principal problème réside dans l'insuffisance de l'offre. Le ministre saoudien du Pétrole, Ali Al-Nouaïmi, a affirmé que l'accroissement de l'offre mondiale de brut avait été supérieure à l'augmentation de la demande mondiale entre le deuxième trimestre de 2007 et le deuxième trimestre de 2008, donc qu'il n'y avait pas de pénurie.

La seule hausse de production annoncée l'aura donc été en fait avant la conférence

par l'Arabie saoudite. En gage de bonne volonté, Ryad avait annoncé il y a quelques jours une hausse de 200.000 barils de sa production quotidienne, qu'elle avait déjà augmentée de 300.000 barils en mai. En ouvrant les débats, le roi Abdallah a confirmé que l'Arabie avait décidé de porter sa production à 9,7 millions de barils/jour (mbj) à compter de juillet et assuré que le royaume était "prêt à répondre à toute demande supplémentaire" des pays consommateurs.

"Au cours des derniers mois, nous avons augmenté notre production de 9 à 9,7 millions de barils par jour et nous sommes prêts à répondre à toute demande supplémentaire", a déclaré le souverain devant les représentants de 36 pays producteurs et consommateurs, 22 compagnies pétrolières et 7 organisations internationales qui avaient répondu à son invitation.

Il s'agit du niveau de production le plus élevé pour l'Arabie, premier exportateur mondial, depuis le début des années 1980. Avant même l'ouverture de la conférence, l'Opep avait exclu toute augmentation de la production du cartel dans l'immédiat, se démarquant ainsi de l'Arabie, pourtant son chef de file. Publiée sous l'égide de l'Arabie, de l'Agence internationale de l'Energie (AIE), du Forum international de l'Energie et de l'Opep (Organisation des Pays exportateurs de Pétrole), la Déclaration commune rendue publique à Djeddah se limite donc à des mesures techniques.

"L'existence de capacités supplémentaires dans la chaîne de production est importante pour la stabilité du marché pétrolier mondial", affirme le texte. "En conséquence, une augmentation appropriée des investissements, tant en amont qu'en aval, est nécessaire pour s'assurer que les marchés soient approvisionnés à temps et de façon adéquate", est-il précisé. En clair, il faut accroître les capacités de production et de raffinage. Anticipant sur cet appel, M. Nouaïmi avait indiqué, dans le but évident de rassurer les pays consommateurs, que l'Arabie pourrait porter sa capacité de production à 15 mbj si la demande le justifiait, contre 11,3 mbj à l'heure actuelle. ■



# LE DÉCOLLAGE RUSSE

Elle deviendra la sixième puissance économique du monde à la fin de l'Année 2008



Le Président russe Dmitri Medvedev

Le premier vice-Premier ministre russe Igor Shuvalov a estimé que la Russie deviendrait la sixième puissance économique du monde en fin de l'année, a rapporté la presse russe.

"La Russie s'est développée au cours de huit années passées. Vers la fin de cette année, nous deviendrons la sixième puissance économique du monde", a déclaré M. Shuvalov au 12<sup>e</sup> forum économique international tenu à St. Petersburg. Ayant adhéré au G8 en 1998, la Russie est maintenant l'une des plus grandes économies du monde, a-t-il rappelé.

"Nous avons surmonté la sévère crise de la décennie passée, et fixé de nouveaux objectifs: devenir un pays ayant des institutions développées et une démocratie moderne avec une structure économique post-industrielle; devenir un centre financier global", a affirmé M. Shuvalov.

Il a par ailleurs indiqué que le gouvernement réduirait son rôle dominant dans l'économie, disant que "la réduction de l'intervention excessive dans l'économie est maintenant un facteur important".

Pourtant, il a affirmé que de nouvelles entreprises d'Etat seraient établies dans l'avenir. "Nous pensons qu'elles sont nécessaires pour agir dans les domaines où les moyens de marché ne fonctionnent pas de manière indépendante", a-t-il dit.

Le Forum économique international de St. Petersburg se tient annuellement en rassemblant les représentants des pays de la Communauté des Etats indépendants ainsi que de l'Europe du centre et de l'est.

## Économie Russe : nouvelles perspectives

Dr Hilaire Woma

La présence de Vladimir Poutine au sommet du pouvoir (d'abord comme premier ministre, depuis août 1999, puis comme président, à partir de mars 2000) coïncide avec le retour de la croissance en Russie. Mais si son rôle dans la reprise a été indéniable, il est tout aussi certain qu'il a largement bénéficié de circonstances extrêmement favorables

sans lesquelles le miracle n'aurait probablement pas pu se matérialiser. Avec le recul, le krach financier d'août 1998 se révèle avoir été la meilleure chose qui soit arrivée à la Russie depuis le début de la transition. Il a permis au pays de sortir de la logique purement monétaire du programme de stabilisation négocié avec le Fonds monétaire international (FMI). La surévaluation patente du rouble, destinée à lutter contre l'inflation, avait eu pour fâ-

cheuse conséquence d'anéantir, ou presque, la production locale. La force artificielle de la devise russe avait chassé des états la plupart des produits nationaux au profit de marchandises occidentales : des cuisses de poulet surgelées importées des Etats-Unis étaient plus compétitives que la volaille russe ! La chute du rouble après le krach d'août 1998 - il a perdu jusqu'à 70 % de sa valeur - a permis de restaurer la compétitivité des produits russes qui se

sont, dès lors, rapidement substitués aux produits importés. Le succès d'un groupe comme Wimm-Bill-Dann - un jeu de mots faisant référence au tournoi de tennis de Wimbledon - témoigne du retour en grâce de l'industrie russe dans certains secteurs. Quasiment inexistant il y a encore cinq ans, ce groupe (spécialisé dans les jus de fruits et les produits laitiers) est aujourd'hui courtisé par les grands noms de l'agroalimentaire et souhaite s'introduire à Wall Street. De manière significative, les entreprises n'hésitent plus à donner à leurs produits des noms russes, alors qu'il y a encore quelques années elles privilégiaient des dénominations à consonance occidentale. Par exemple, Wimm-Bill-Dann avait baptisé son premier jus de fruits "J7" ; ses derniers produits s'appellent "Slavyanochka" (la petite Slave), "Domik v Derevne" (Maison de campagne) ou "Tchoudo" (Miracle)...Mais le véritable coup de fouet est venu de la remontée des cours du pétrole à partir de 1999 et de leur maintien à des niveaux extrêmement élevés. C'est d'ailleurs leur effondrement, en 1998 - le baril était même tombé sous les dix dollars -, qui avait précipité le krach. L'organisation des pays exportateurs de



Le Premier ministre Vladimir Poutine

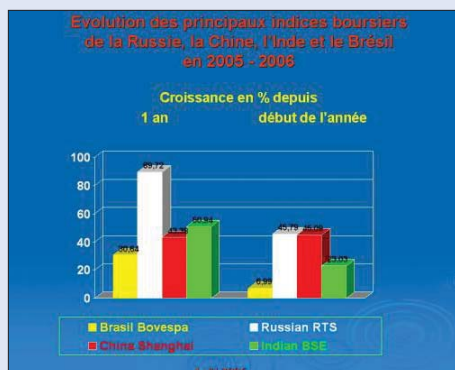
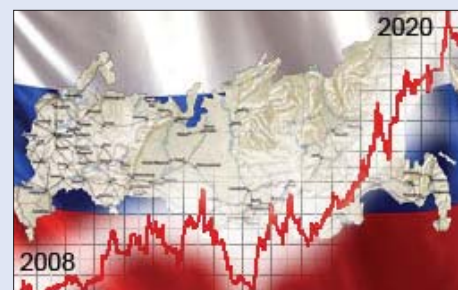
par jour en 1998 à plus de 9 millions aujourd'hui. La conversion des exportations russes - libellées, pour l'essentiel, en dollars - a mis fin au manque de liquidités dont souffrait le pays en "injectant une liqueur de vie dans une économie longtemps asséchée par la lutte contre l'inflation", résume l'universitaire Georges Sokoloff. Les hydrocarbures - pétrole, condensés, produits raffinés, gaz - représentaient l'an dernier 60 % des exportations russes et 40 % des recettes du budget fédéral. Depuis 2002, Moscou rembourse sa dette rubis sur l'ongle. La dette extérieure russe est ainsi passée de 155 milliards de dollars en 1999 à 108,9 milliards en 2003, chutant de 82 % à 36 % du PIB. Le gouvernement a même créé un fonds de stabilisation (4,3 milliards de dollars en 2003) dans lequel il pourra puiser en cas de chute des cours.

### L'ÉCONOMIE RUSSE CONTINUE À ENREGISTRER DE BONS RÉSULTATS

D'une manière générale, l'économie russe continue à enregistrer de bons résultats. La croissance fut de 8,1% en 2007. C'est 0,7% de plus qu'en 2006. Sur base annuelle. Cette évolution est soutenue essentiellement par une hausse des dépenses en investissements (+21% sur l'année), une augmentation significative des flux entrants nets de capitaux depuis la libéralisation complète des comptes de capital à la mi-2006, un dynamisme du secteur de la construction, des prix pétroliers très élevés, une hausse de la consom-

mation interne (+13%) et des investissements privés en immobilisation en augmentation de 20,8% sur l'année. De source officielle, le Produit intérieur brut (PIB) du pays s'élèvera cette année aux alentours de 1.260 milliards USD, soit 6,5 fois plus qu'il y a huit ans. Le taux de chômage officiel est de 5,8% et les salaires ont augmenté de 14,3% en 2007.

Dans un contexte de recettes énergétiques en hausse et des flux importants de capitaux entrants, la Russie fait face à deux défis majeurs: les pressions inflationnistes et l'appréciation rapide du rouble. Développement majeur de 2007, l'inflation s'est envolée et a atteint 11,9% malgré le gel de prix imposé par les autorités sur certains produits alimentaires inquiètes de l'impact d'une telle hausse en période électorale. Le phénomène s'est poursuivi début 2008 avec une hausse de 14,1% sur une base annuelle en février dernier. Depuis janvier, l'inflation a augmenté de 6,5%. Des raisons financières et la hausse des prix des produits alimentaires au niveau mondial expliquent cette évolution. Le nouveau gouvernement fixe son plafond à 10%. De son côté, la valorisation du rouble influe négativement sur la balance commerciale, rendant les exportations russes plus chères et les importations étrangères plus intéressantes. La Banque centrale russe a annoncé sa volonté de maintenir un taux nominal stable du rouble par rapport à un panier composé de 55% de dollars US et de 45% d'euros. Cependant, cet objectif pourrait être difficile à atteindre en raison des pressions inflationnistes observées. L'un des risques majeurs pesant sur l'économie russe serait la continuation et l'intensification des turbulences des marchés financiers occidentaux et japonais qui rendent l'accès au crédit plus difficile ainsi qu'une faiblesse accrue du dollar US signifiant une baisse du cours des matières premières et donc de la principale source de devises du pays.



pétrole (Opep) a, depuis, fait preuve d'une remarquable discipline qui lui a permis de propulser les cours vers des sommets, sur fond de crises irakienne et vénézuélienne. Une véritable aubaine pour les compagnies pétrolières russes, privatisées à la hâte au milieu des années 1990, qui ont profité de ces circonstances exceptionnelles pour se remettre à flot. Alors que les coûts sont exprimés en roubles, les compagnies pétrolières russes ont bénéficié de cours du pétrole élevés et, jusqu'en 2002, d'un dollar fort. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que la production de pétrole de la Russie soit passée de 6,5 millions de barils

## SUR LE PLAN POLITIQUE

Le gouvernement russe poursuivra une orientation mêlant libéralisme économique et interventions publiques, en particulier dans les secteurs qualifiés de "stratégiques". La loi sur les "secteurs stratégiques" qui vise à clarifier et déterminer les conditions de participations étrangères dans divers secteurs sensibles est entrée en vigueur le 7 mai dernier. Le nouveau président Dmitry Medvedev se présente comme un libéral. Il est attendu qu'il poursuive les grandes lignes de la politique économique tracée par son prédécesseur. Le maintien d'Alexeï Koudrine au poste de ministre des Finances et d'Elvira Nabioullina à la tête du Développement économique est sans doute un signe en ce sens. L'accent sera mis sur les investissements publics, la réalisation de grands projets d'infrastructure, l'optimisation du système fiscal et le soutien aux exportateurs. L'inconnue porte sur le partage ef-

fectif des pouvoirs entre le président Medvedev et son prédécesseur Vladimir Poutine devenu son Premier ministre. Une situation inédite en Russie. L'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reste officiellement une priorité pour les autorités russes. Deux accords bilatéraux restent à conclure pour la Russie, l'un avec l'Arabie saoudite; l'autre avec la Géorgie. Ce dernier sera sans aucun doute plus délicat à obtenir en raison de la dimension politique des relations russo-géorgiennes. En outre, une dizaine d'accords multilatéraux

devront encore être définis entre la Russie et ses partenaires de l'OMC. Ils portent notamment sur les droits de propriété intellectuelle, les procédures d'inspection alimentaire pour les produits importés, les subsides agricoles et les droits à l'exportation. Les autorités russes espèrent pouvoir achever les négociations cet été et devenir membre dès janvier 2009. L'adhésion de l'Ukraine au cours du premier semestre 2008 et l'élévation progressive, dès juillet dernier, des droits d'exportation sur le bois brut russe pourraient éventuellement perturber ces plans. Selon une étude commandée par le Ministère du développement économique & du commerce, l'adhésion ne changerait pas grand-chose aux marchés russes. Les produits les plus sensibles sont le thé, le café, les cosmétiques, les automobiles, les pneus et les vêtements. Contexte électoral oblige, la politique fiscale du gouvernement est restée relativement souple jusqu'à présent. Avec le nouveau gouvernement, elle est appelée à être modulée davantage dans le sens d'une réduction des impôts dans les secteurs

de l'éducation, la santé, des retraites, des frais d'hypothèque et d'une libéralisation de la politique d'amortissement rapide pour certains actifs, avant tout pour les équipements techniques. Les dépenses budgétaires pour 2007 ont été revues à la hausse en octobre dernier: +19,3% par rapport à ce qui était prévu en début d'année. En conséquence, le surplus budgétaire en 2007 est passé à 5,4% du Produit national brut (PNB). Il était de 7,4% en 2006. Depuis cette année, le gouvernement utilise un budget triennal dans lequel les recettes tirées des pro-

duits énergétiques sont dissociées des autres types d'entrées. Cela devrait rendre le budget plus transparent et aider dans le choix des orientations politiques futures du pays. Tenant compte des ajustements quant aux revenus escomptés, le surplus budgétaire attendu est de 4% pour l'année. Celui-ci pourrait être plus important en raison des prix plus élevés qu'attendu des matières premières. Ces cours élevés auront un effet positif en termes fiscaux et de balance commerciale et pourraient ainsi atténuer les effets de la baisse en volume des exportations russes.

Grâce aux prix énergétiques élevés, le surplus des comptes courants semble reparti à la hausse. En 2007, il avait baissé de 20% et atteint 76,1 milliards USD en fin d'année en raison d'une hausse beaucoup plus forte des importations (+37%, en valeur) par rapport aux exportations (+16%, en valeur). En 2008, la tendance semble s'inverser en valeur: en glissement annuel, la balance commerciale russe a augmenté de 69,4% en mars contre un accroissement de 86,3% en janvier et de 53,9% en février 2008. En mars dernier, le solde s'est élevé à 16,27 milliards USD contre 9,603 milliards un an plus tôt. La part des produits énergétiques dans les exportations russes a encore augmenté, passant de 67% au premier trimestre 2007 à 72,9% un an plus tard.

La valorisation réelle du rouble au cours des dernières années a annulé les gains de compétitivité de l'économie russe acquis après la dévaluation de 1998. Cette valorisation s'est poursuivie en 2007: +5,3%. Cette tendance pourrait influencer négativement sur la croissance économique en 2008. Selon le Forum économique mondial, la Russie se classe en 2007 58e sur 131 pays en termes de compétitivité globale. C'est une chute de trois points. (L'Inde est 48e, la Chine 34e et la Belgique 20e). Les problèmes majeurs auxquels la Russie fait face sont: une administration inefficace,

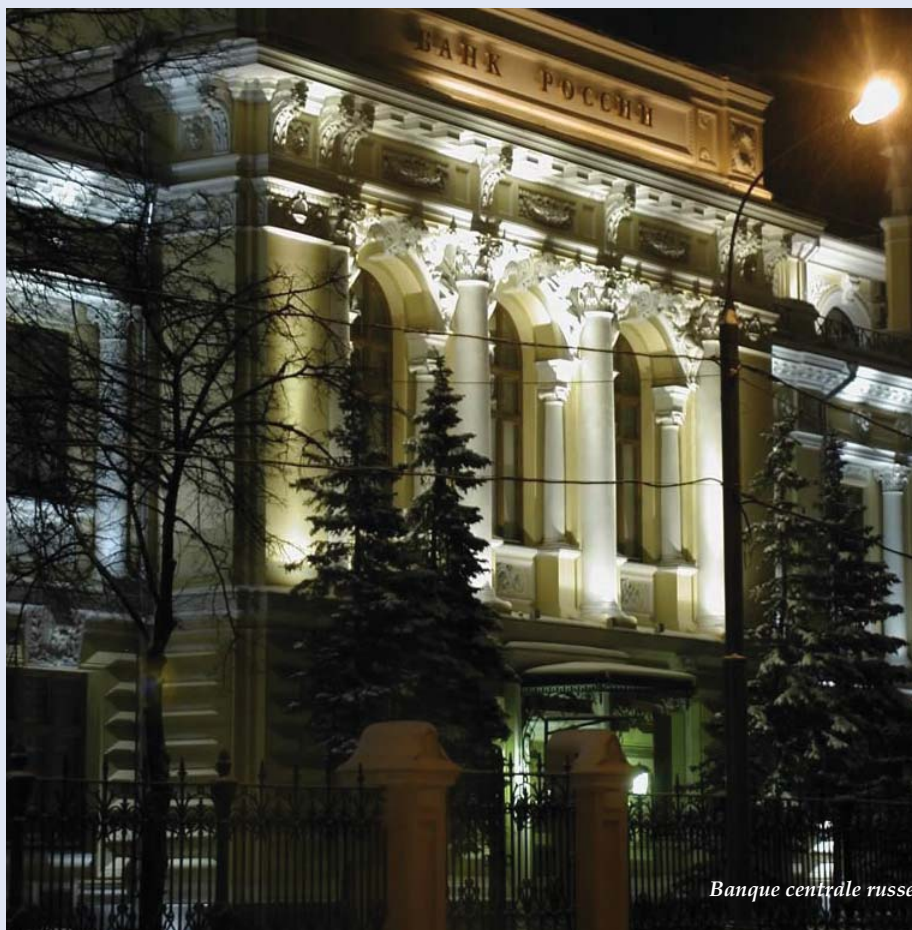


Moscou, ville en cha...



Moscou, en pleine reconstruction

fectif des pouvoirs entre le président Medvedev et son prédécesseur Vladimir Poutine devenu son Premier ministre. Une situation inédite en Russie. L'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reste officiellement une priorité pour les autorités russes. Deux accords bilatéraux restent à conclure pour la Russie, l'un avec l'Arabie saoudite; l'autre avec la Géorgie. Ce dernier sera sans aucun doute plus délicat à obtenir en raison de la dimension politique des relations russo-géorgiennes. En outre, une dizaine d'accords multilatéraux



Banque centrale russe

l'absence d'appareil judiciaire indépendant, une protection inadaptée des droits de la propriété et un manque d'éthique dans les affaires. Des améliorations ont néanmoins été observées en matière de flexibilité des salaires, d'emploi et du rapport productivité-niveau de salaire.

### **SUR LE PLAN DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE)**

Les opportunités que présente le marché russe continuent, semble-t-il, à peser davantage que les risques liés à l'incertitude politique et au manque de clarté du cadre légal, juridique et judiciaire de la Russie dans les décisions des investisseurs étrangers. Selon la Banque centrale russe, le flux d'IED en Russie s'est élevé à 55 milliards USD en 2007 (4,5% du PNB) contre 26 milliards en 2006. C'est un record qui rejoint presque le niveau observé en Chine. En 2007, les Britanniques furent les premiers investisseurs en Russie, avec 26,3 milliards USD d'investissements. Ils sont suivis par les Néerlandais avec 18,8 milliards USD. Par ailleurs, le Conseil de l'Or-

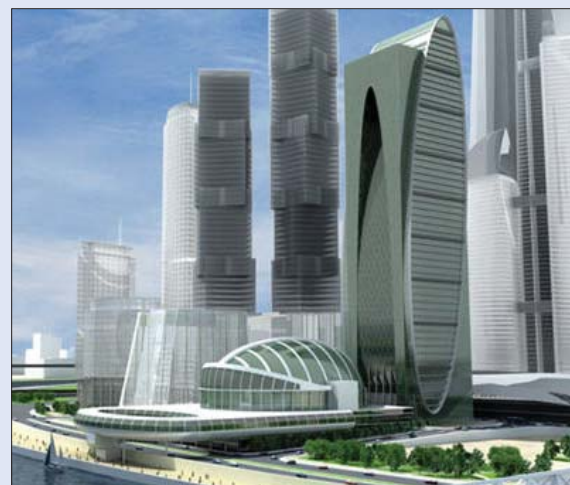
ganisation pour la coopération & le développement économique (OCDE) a donné son feu vert le 3 décembre 2007 au début des négociations relatives à l'adhésion de la Russie à l'Organisation. Pour en devenir membre, le pays candidat doit respecter des principes démocratiques et ceux de l'économie de marché. Un plan de travail spécifique est établi. L'accent est mis sur le climat des investissements et les politiques de concurrence. Ce processus d'adhésion de la Russie à l'OCDE pourrait ainsi avoir à moyen terme un impact positif sur le climat des investissements dans le pays.

Depuis 2005, diverses zones économiques spéciales (ZES) ont été créées pour les activités industrielles et portuaires, le développement technologique et la promotion du tourisme. Le gouvernement russe voit dans ces ZES un moyen de diversifier l'économie trop axée pour le moment sur les matières premières et leur extraction. Les entreprises qui s'établissent dans ce type de zone bénéficient d'infrastructures prêtes à l'emploi, des avantages fiscaux et de procédures administratives

facilitées. Plus de 500 millions d'euros ont été prévus pour le développement de ces ZES au cours de cette année. Le but: attirer l'investissement pour autant d'argent et créer plusieurs milliers d'emplois. Ces ZES subissent néanmoins des critiques, notamment de l'OCDE qui y voit une source de distorsion potentielle de la concurrence par la subsidiations d'entreprises rentables en dehors de ces ZES. On craint également un manque de transparence et le développement d'une économie grise. Encouragée par des recettes pétrolières importantes, les entreprises russes sont de plus en plus nombreuses à investir à l'étranger. Depuis 2000, le volume d'investissements directs russes à l'étranger a augmenté de 50% en moyenne et par an.

La Russie devance ainsi la Chine, l'Inde et le Brésil. En 2007, la tendance s'est poursuivie et l'économie russe a investi 74,6 milliards USD sur l'année. C'est une augmentation de 43,6% par rapport à 2006. Les Pays-Bas, Chypre et l'Ukraine sont les grands bénéficiaires de cette évolution. Celle-ci devrait se prolonger cette année: la décision de diviser le Fonds de stabilisation a été prise: un fonds de réserve doit servir d'amortisseur aux chocs budgétaires éventuels (127,81 milliards USD au 1er mars dernier). Un Fonds du bien-être national a pour but, lui, de faire fructifier une partie des recettes énergétiques du pays notamment par des investissements directs à l'étranger. Au 1er mars dernier, ce fonds était doté de 32,22 milliards USD.

Source : Service de presse du Service Public Fédéral Affaires étrangères Commerce extérieur Coopération au Développement, Belgique





### DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RUSSE: LES INDICATEURS AU VERT JUSQU'EN 2020

Les prévisions de développement économique russe pour les dix ans à venir et au-delà sont plus qu'optimistes, a déclaré Sergueï Narychkine, chef de l'administration présidentielle, lors d'une conférence du parti au pouvoir, Russie unie. "Les experts aussi bien étrangers que russes annoncent des indicateurs de développement économique positifs pour la Russie jusqu'en 2020 et au-delà", a-t-il affirmé. M. Narychkine a rappelé que le programme de développement économique mis en place jusqu'en 2020 était "l'apanage d'un pays fort, doté d'une économie au développement vigoureux". "Le gouvernement s'est fixé comme objectif de faire entrer la Russie dans le peloton des cinq premières économies mondiales avant 2020", a-t-il rappelé. Selon lui, il convient cependant de garder les pieds sur terre et de considérer avec réalisme les problèmes existants.

"Nos problèmes reflètent les grandes tendances économiques globales: renforcement de la concurrence mondiale, nouvelle vague de mutations technologiques, croissance du capital humain en tant que facteur décisif du développe-

ment économique, épuisement des matières premières", a-t-il fait savoir.

L'économie russe acquerra vers 2020 un caractère foncièrement nouveau, a déclaré le premier vice-premier ministre russe Igor Chouvalov lors d'un forum des pays riverains de la mer Baltique à Riga.

"L'économie russe va acquérir d'ici 2020 une nouvelle dimension grâce à l'assistance de nos collègues de l'UE, de la région de la mer Baltique et de nos partenaires étrangers qui possèdent des technologies innovantes", a indiqué M. Chouvalov. Pour réaliser les tâches assignées, nous avons besoin de davantage de coopération, a-t-il ajouté. "Nos objectifs se réduisent à ceci: changer nous-



La marque de voiture Lada

mêmes radicalement dans les 15 ans à venir, abandonner la psychologie de "retardataire" en intégrant de nouvelles valeurs qualitatives et modifier notre con-

faire tout notre possible pour que les compagnies russes soient maximale- ment ouvertes", a conclu Igor Chouvalov. ■

Le siège de Gazprom à Moscou.





Avec 17.075.400 km<sup>2</sup> la Russie est le plus vaste Etat issu du démantèlement de l'URSS (22,4 millions de km<sup>2</sup>) dont elle représente les 3/4 de la superficie et la moitié de la population. Elle reste au premier rang mondial pour la superficie (31 fois la France) et son vaste territoire abrite un énorme potentiel en terme de ressources minérales et énergétiques. La Russie recèle d'immenses unités de paysages, bordée par l'océan glacial Arctique au nord, par le Détroit de Béring et l'océan Pacifique à l'est, la mer Noire au sud. La Russie a 32.180 km de côtes. Elle compte 37.653 km de frontières avec dix pays.

Plus encore que l'URSS, la Russie est centrée sur de hautes latitudes, au-delà du 50ème parallèle de latitude nord et pour le tiers de son territoire au-delà du 60ème parallèle. Comme les influences océaniques sont faibles, on observe des zones naturelles bien marquées qui se succèdent du nord au sud avec une aggravation de la continentalité au fur et à mesure qu'on s'éloigne vers l'est. Du nord vers le

sud, une typologie constituée de six éléments permet de classier la diversité bioclimatique russe :

### LA POPULATION RUSSE

La Fédération de Russie compte 144,6 millions d'habitants soit 8,5 habitants/km<sup>2</sup>. Cette population est diverse. Elle associe 134 nationalités dont un peu moins de 120

millions de Russes, 5,5 millions de Tatars, 4 millions d'Ukrainiens, 1,7 millions de Tchouvaches, 1,3 millions de Bachkires, un peu plus d'un million de Biélorusses et de Mordoves, ensuite viennent par ordre d'importance démographique les Tchétchènes, les Oudmourtes, les Kazakhs et les Allemands (plusieurs dizaines de milliers de ces derniers ont regagné l'Allemagne depuis 1990).

La Russie vit un véritable collapsus démographique. Les taux de fécondité se sont effondrés au cours des années 90. Chaque année, depuis la fin de l'URSS, le nombre des décès dépasse celui des naissances. Le solde migratoire positif issu du mouvement de reflux des populations russophones installées sous l'ère communiste dans les autres républiques ne parvient pas à endiguer ce phénomène.

Au sein même de la Russie, les mouvements migratoires sont particulièrement nombreux et s'effectuent dans leur immense majorité des campagnes vers les villes avec une préférence pour les grandes métropoles de Moscou et de Saint-Petersbourg. L'installation dans les régions du grand Nord et de la Sibirie permettait autrefois de prétendre à des avantages conséquents et facilitait l'implantation de Russes dans ces marges difficiles. Avec la déliquescence de l'économie et du système politique des années 90, beaucoup ont fait le choix de revenir en Russie occidentale, au climat plus clément et présentant des perspectives économiques plus alléchantes. De ce fait, force est de constater que de grandes inégalités régionales se creusent. ■



# GLOB-GESCAP INTERNATIONAL

## L'Union des Forces et des Expériences

Bérénice Kossowski

L'adage bien connu que l'union fait la force est le leitmotiv derrière la récente association de trois experts canadiens en développement de projets et en intégration stratégique dans les secteurs de l'ingénierie, de la haute technologie industrielle, de la gestion financière et de la formation professionnelle. En effet, Messieurs André Gagnon, Gilles Lessard et Michel Bourbeau totalisent au delà de cent années d'expériences cumulatives dans des domaines aussi variés que l'ingénierie, la gestion de projets, l'identification et l'analyse d'opportunités d'affaires particulièrement au près de chercheurs universitaires et d'inventeurs, la formation, la gestion, le financement d'entreprises technologiques et le développement de réseaux d'affaires nationaux et internationaux.

Tout au long de sa carrière de quarante années au sein d'une entreprise technologique, M. Gagnon a agi comme agent d'affaire et lobbyiste auprès d'identités gouvernementales, paragouvernementales, institutionnelles et privées. Ce rôle de rassembleur et d'intégrateur lui a permis de développer un vaste réseau de contacts, une expérience certaine dans la formation d'alliances stratégiques interdisciplinaires et une connaissance approfondie du fonctionnement de divers milieux porteurs soit : l'Éducation Professionnelle, l'Ingénierie de projets et le Développement Manufacturier. Parallèlement, M. Lessard, ingénieur, a d'abord consacré les vingt-cinq premières années

de sa carrière au sein d'une entreprise paragouvernementale dédiée au soutien et au financement d'entreprises technologiques, agissant comme vice-président à la Recherche et Développement (R&D) et au développement d'affaires et ventes pour le Centre de Recherche Industrielle du Québec (CRIQ). Fort des multiples expériences vécues au CRIQ, M. Lessard a alors fait le saut dans le domaine privé et a agi comme personne-ressource pour le compte de diverses entreprises en tant qu'analyste et con-

secteurs de la Haute Technologie Industrielle, de la Gestion d'Entreprises et du Financement. M. Bourbeau est un ingénieur trilingue qui a passé l'essentiel de sa carrière, soit quelques trente années, au sein d'une importante firme de génie-conseil, présidant son développement tant au niveau national qu'international (Afrique et Amérique Latine). D'abord spécialisé en développement des affaires, en gestion d'entreprises et en gestion de projets, il a ensuite réorienté sa carrière, s'impliquant directement à la recherche, à la gestion et



De G à D M. Gilles Lessard, Michel Gagnon et Michel Bourbeau

seiller en opportunités d'affaires, responsable du développement stratégique et intégrateur technologie/finance dans les

au financement d'entreprises technologiques dans des segments stratégiques de l'industrie. ■

## La mise en commun des expériences et compétences des trois associés de GLOB-GESCAP International permet d'offrir, avec flexibilité et compréhension, une vaste gamme de services spécialisés de haute qualité :

- Démarchage pour identifier des niches d'investissement au Canada dans les secteurs de la haute technologie;
- Développement d'axes d'intervention stratégique;
- Intégration d'équipes pluridisciplinaires incluant la technologie, le management et le financement;
- Gestion de projets intégrée (conception, réalisation, supervi-

sion, sélection d'équipements, programmes de formation professionnelle, recherche de financement et suivi financier);

- Gestion financière de Fonds d'investissement;
- Gestionnaire d'Unité Technique d'Exécution (UTE);
- Réseautage auprès d'offices gouvernementales et paragouvernementales.

## La Banque mondiale engage 1,2 milliard de dollars pour lutter contre la crise alimentaire

Pier Blais

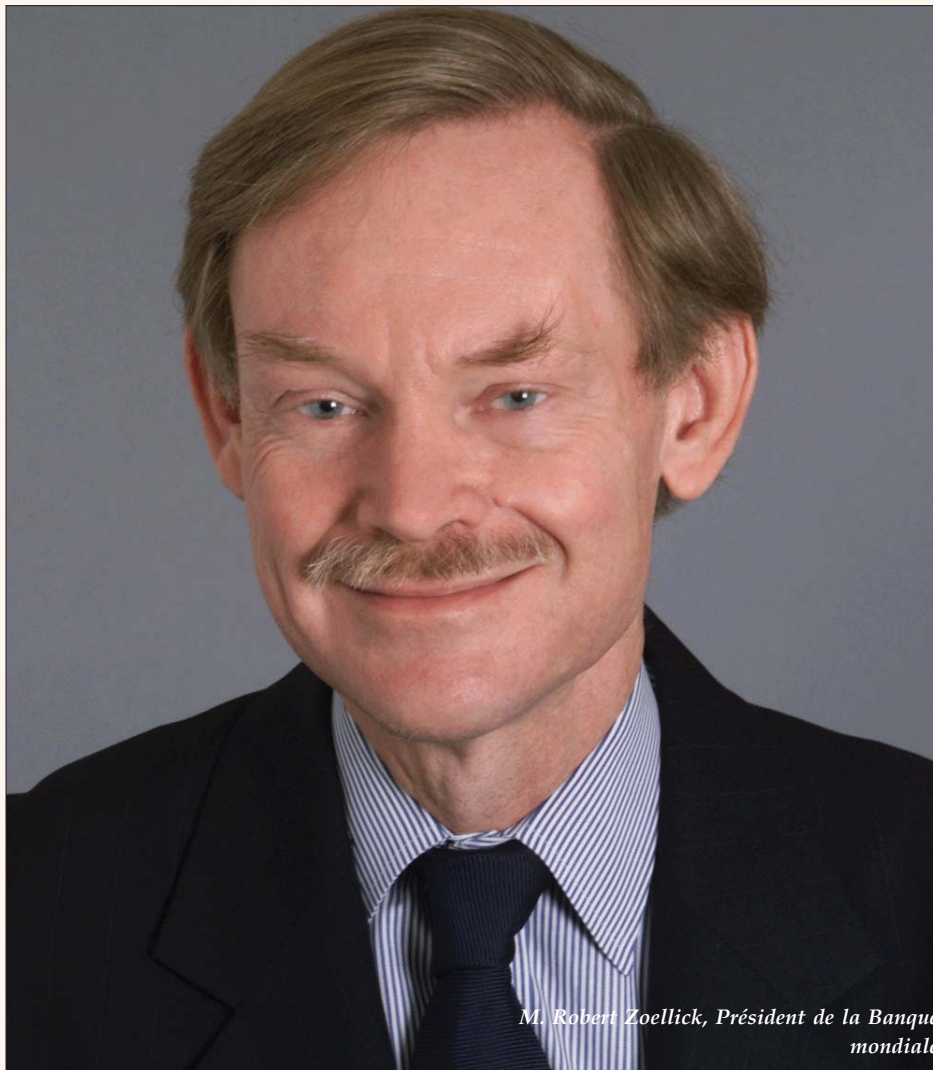
La Banque mondiale (BM) va dégager une enveloppe de 1,2 milliard de dollars pour lutter contre la crise alimentaire, dont 200 millions sous forme de dons qui bénéficieront notamment à Djibouti, Haïti et au Liberia, a annoncé son président, Robert Zoellick.

"La flambée des prix des denrées alimentaires risque d'aboutir à ce que les individus formant la frange la plus pauvre de la planète ne soient plus un mais deux milliards", a souligné M. Zoellick, pour expliquer cette mesure approuvée un peu plus tôt par le conseil d'administration de l'institution multilatérale.

Son annonce intervient avant le sommet organisé à Rome par l'agence des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) afin d'examiner le problème de l'envolée des prix, les enjeux du changement climatique, des biocarburants et de la sécurité alimentaire.

Ces financements, dont l'octroi pourra être décidé rapidement grâce à un mécanisme d'approbation accéléré, seront puisés dans les caisses de l'Association internationale de développement (AID), la branche de la BM qui aide les plus pauvres, et celles de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui prête aux pays émergents. Ils sont destinés à soutenir des programmes sociaux dits de "filet de sécurité", comme les cantines scolaires ou l'échange de travail contre nourriture, par opposition à l'aide d'urgence.

M. Zoellick n'a pas précisé quelle part de cette somme aurait de toute façon été affectée à des programmes de ce type, et quelle proportion constitue véritablement un surcroît d'engagement de la Banque. "Ce qui est certain, c'est qu'il y a 200 millions de dollars supplémentaires qui n'auraient pas été dépensés et que nous consacrerons à des dons", a-t-il dit, faisant référence à la partie la plus novatrice du dispositif, à savoir la constitution d'un fonds fiduciaire qui servira à verser des dons de 10 millions de dollars maximum aux pays les plus touchés par la crise. Ce fonds sera financé grâce aux bénéfices



M. Robert Zoellick, Président de la Banque mondiale

de la BIRD, donc sur les revenus propre de la Banque, est-il précisé dans un communiqué. Trois pays se sont d'ores et déjà vu octroyer un tel financement qu'ils pourront consacrer à l'achat d'aliments, de semences et d'engrais ou à la compensation du manque à gagner fiscal dû à la crise. Il s'agit de Djibouti (5 millions de dollars), de Haïti (10 millions) et du Liberia (10 millions). D'autres devraient suivre, selon la Banque: le Togo, le Yémen et le Tadjikistan. L'institution a enfin annoncé la création d'un autre fonds multilatéral, consacré au financement des soutiens à la production agricole (semences, engrais). Dans la perspective du sommet de Rome auquel doivent partici-

per de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, plusieurs annonces ont d'ores et déjà été faites. A Washington, le Fonds monétaire international (FMI) a débloqué 21,2 millions de dollars pour aider le Mali à faire face à la flambée des prix alimentaires et du pétrole, une semaine après avoir déboursé pour les mêmes raisons 16,5 millions de dollars pour le Kirghizstan. Enfin, les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils proposeront au cours de cette rencontre une stratégie à long terme pour faire face à la crise, fondée sur une augmentation de la production d'aliments de base dans les pays en développement grâce aux semences génétiquement modifiées. ■

# Mondialisation de la faim

## Une menace pour la paix et la démocratie

Ferdinada Mayaga

La capitale italienne Rome, siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a accueilli du 3 au 5 juin dernier, la conférence internationale pour la sécurité alimentaire mondiale. Son thème central sur les défis du changement climatique et des bioénergies, était à juste titre évocateur, de la menace réelle de la paix mondiale avec la flambée des prix des denrées de premières nécessités pour les populations surtout dans les pays pauvres plus exposés. La globalisation de l'économie vient de franchir désormais le pas d'installer dans les États démunis, la mondialisation de la pauvreté pour paraphraser le Pr. Michel Chussodovsky. Cette situation caractérisée essentiellement depuis quelques mois, avec la vie chère dans plusieurs pays moins nantis, est à l'origine de ce qu'il y a lieu d'appeler depuis peu, la mondialisation de la famine.

Les récents émeutes dans plusieurs pays en développement comme le Cameroun, le Sénégal, le Burkina Faso, le Niger, Haïti, ...et l'Égypte sont venus présenter au monde entier, le spectre de la catastrophe humanitaire qui pourrait frapper lourdement 862 millions de personnes dans le monde. Ces personnes, il faut le rappeler, n'ont pas un accès adéquat aux ressources agricoles. Pourtant, les ressources financières doivent être mobilisées pour lutter contre ce qu'il y a lieu d'appeler le droit fondamental à la nourriture, et donc à la vie. Les principaux bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux font la sourde oreille face au spectacle désolant et déshumanisant des citoyens affamés qui protestent et crient dans les rues pour se faire entendre. Les solutions, les projets, les plans et les programmes ont pourtant été élaborés pour vaincre la faim dans le monde. Les pays pauvres touchés ont mis sur pied, des stratégies pour sortir de ce cercle vicieux de la dépendance. Mais les pays riches préfèrent investir dans des domaines qui leurs sont plus rentables à l'exemple des bioénergies, pour étancher la soif en carburant, dit-on écologique, des véhicules devenus plus utiles à la planète que sauver des vies des pauvres citoyens du tiers monde.

Les chefs d'États de l'Union africaine lors de leur sommet à Maputo au Mozambique en 2003 avaient adopté le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Ce programme exigeait un investissement financier annuel estimé à 25 milliards de dollars. Programme assorti de garanties de remboursement. dans les domaines comme la maîtrise de l'eau c'est à dire l'irrigation et le drainage, sans oublier les infrastructures, la capacité de commercialisation des denrées agricoles, la recherche agronomique, la production animale, la valorisation des terres cultivables, l'accroissement de la production végétale et la réduction de la faim dans le monde. Au cours de ce Plan adopté, 51 pays africains en sont arrivés à mettre sur pied, des plans nationaux de sécurité alimentaire. C'est à ce titre que le Président Abdoulaye Wade du Sénégal a mis sur pied, le projet Goana (Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance). Ce plan d'indépendance alimentaire est estimé à 800 millions de dollars. Argent que le Sénégal n'a toujours pas totalement mobilisé et n'aura certainement jamais pour éviter à son pays, le concept du Food Assisting qui réduit les États pauvres ou en crise alimentaire à la mendicité. Très déçu par l'immobilisme des pays riches et des institutions financières internationales à apporter leur sou-

tien aux pays en crise alimentaire, M. Wade, dans une critique acerbe déclarait alors au sommet de Rome : «Ne venez plus nous imposer des institutions. Ne venez plus imposer des experts. L'Afrique d'aujourd'hui, ce n'est plus l'Afrique d'il y a 20 ans. Aujourd'hui, nous avons des cadres dans tous les domaines. Diplômés dans les plus grandes universités, alors qu'on arrête cette farce. Excusez moi, alors je dirai à mes compatriotes, appliquons mon plan Goana dans quatre mois, on verra. Pour l'instant, même si vous avez faim, serrez vous la ceinture. Peut-être qu'ils vont me dire, donnez nous les ceintures. Alors, à ce moment là, je pourrai faire appel à vous». Cette déclaration du Président du Sénégal est révélatrice du sentiment d'impuissance et de profonde colère envers les pays riches, pour aider à lutter contre la crise alimentaire qui menace la paix et la démocratie dans les pays pauvres ou en transition des anciennes républiques de l'est. Ces pays ont essentiellement besoin aussi des engrais, des produits phytosanitaires et des semences sélectionnées. Dans les politiques d'aide au développement, on a commis une erreur stratégique historique de négliger le secteur agricole, qui de toute évidence aujourd'hui a été la preuve dans les pays développés du moteur de la croissance économique de ces États. Est-ce qu'il s'agit d'une simple erreur ou la volonté manifeste d'infantiliser les affamés du tiers monde? Si tel est le cas, alors, il faut dire avec force qu'il s'agit là encore d'un génocide qui ne dit pas son nom.

Le directeur Jacques Diouf de la Fao estime, quant à lui, que la lutte contre la mondialisation de la famine passe nécessairement par la solution structurelle du déficit vivrier telles que l'accroissement de la productivité, la production dans les pays à revenus bas et aux problèmes de sécurité alimentaire. Il dénonce avec véhémence et dernière énergie, le silence cancéral et mortifère voire assourdissant, complice et malveillant des pays industrialisés qui, ne manifestent presque pas de volonté pour inverser cette tendance dans un proche avenir. Pour marquer sa profonde consternation et solidarité aux pays ayant connus récemment les émeutes violentes qui ont faits ici et là, de nombreuses victimes et des pertes trop lourdes dans les économies de ces pays, il affirme : «En réalité, c'est seulement lorsque les démunis et les exclus du banquet des riches sont descendus dans la rue pour exprimer leur désespoir et leur révolte que les premières réactions en faveur de l'aide alimentaire ont commencé ». Et lui d'ajouter pour enfoncer le clou du cynisme des pays riches par ces mots : «La Communauté internationale, hélas! ne réagit que lorsque les médias apportent dans les foyers des pays nantis, le spectacle douloureux de ceux qui souffrent dans le monde».

Le Président Nicolas Sarkozy proposait pour sa part, au cours de ce sommet dans la cité éternelle de Rome, de doubler la production agricole mondiale d'ici 2050. Une idée somme toute bonne, mais la volonté des pays comme la France et d'autres géants industrialisés particulièrement les États-Unis suivra-t-elle pour que les discours soient suivis d'actions concrètes? Nous l'espérons bien. Parce que, le temps est venu pour les nantis du monde, de favoriser dans les pays souffrant du goulag chronique de la misère, une solidarité de production ou d'indépendance. En lieu et place de la solidarité d'aumône ou infantilisante ainsi que celle de condescendance, de paternalisme ou d'assujettissement qui, est à la base du chaos actuel de ces pays vivant hors du circuit de l'espoir d'un monde meilleur pour eux dans le futur. ■

# Un choix judicieux

En choisissant l'un des 35 programmes  
d'études du Cégep de Trois-Rivières,  
tu t'assures d'avoir plus :

**+ d'encadrement**  
*Pour faciliter  
tes études*

**+ de sports**  
*Pour répondre  
à ta soif de bouger*

**+ d'aide à l'emploi**  
*98% de nos finissants  
ont un emploi*

**+ de loisirs**  
*Pour t'impliquer,  
t'amuser, te dépasser*

**+ d'installations**  
*Une diversité de services pour  
accomplir tes projets d'études*

**+ de projets à l'étranger**  
*Pour combler ton désir  
de voyager et de changer le monde*

**+ de fierté**  
*En te réalisant dans le  
domaine qui te passionne*

On a

à offrir!

Plus de 1 000 diplômés du Cégep  
de Trois-Rivières viennent chaque année  
enrichir la vie de nos communautés.

## Fais comme eux!

Nous t'offrons des programmes de  
qualité et tout le support qu'il te faut  
pour concrétiser tes projets d'avenir.

 **CÉGEP**  
TROIS-RIVIÈRES

**Fier partenaire dans la réussite de vos projets**



**PLURITEC**

**INGÉNIEURS - CONSEILS**

**INFRASTRUCTURE URBAINE ET TRANSPORT**

**GÉNIE DE L'ENVIRONNEMENT**

**GAZOTECHNOLOGIES ET PIPELINE**

**INFRASTRUCTURES SPORTIVES**

**GÉNIE DU BÂTIMENT : MÉCANIQUE, ÉLECTRIQUE, STRUCTURE**

**TROIS-RIVIÈRES  
(819) 379-8010**

**SHAWINIGAN  
(819) 537-1882**

**VICTORIAVILLE  
(819) 752-6979**

[www.pluritec.qc.ca](http://www.pluritec.qc.ca)